

Le gouvernement a présenté aujourd'hui au Parlement le projet de loi visant à mettre en oeuvre l'Accord de libre-échange nord-américain ou ALENA.

Cet accord est le couronnement de 14 mois de négociations suivis de six mois consacrés à la rédaction minutieuse du texte et du projet de loi.

L'ALENA créera une zone nord-américaine de libre-échange qui rapportera d'importants bénéfices économiques aux Canadiens et aux Canadiennes pour de nombreuses années à venir.

Évidemment, ce n'est pas l'avis de l'opposition. La politique de l'opposition, c'est soit la paralysie délibérée, soit l'abandon irresponsable de notre plus importante relation commerciale.

Voilà qu'ils nous demandent pourquoi nous déposons le projet de loi maintenant. Ils prétendent que nous devrions attendre que les États-Unis et le Mexique aient mis la dernière main à leurs propres textes de loi.

Je tiens à mettre les choses au point. Le Canada a signé cet accord parce qu'il sera bon pour le pays et qu'il créera des débouchés pour les Canadiens et les Canadiennes à l'avenir.

Le gouvernement canadien est le premier des trois signataires à déposer officiellement un projet de loi, mais les procédures d'approbation sont en bonne voie, tant aux États-Unis qu'au Mexique. Le Mexique a déposé l'Accord à son sénat. Aux États-Unis, l'Administration a engagé les formalités d'approbation de l'Accord il y a plusieurs mois, en donnant au Congrès, le 28 septembre dernier, le préavis de 90 jours concernant l'Accord. La nouvelle Administration poursuit maintenant avec le Congrès les pourparlers nécessaires sur la mise en oeuvre.

Autre pays, autres moeurs. Nous sommes au Canada. Nous avons notre propre procédure parlementaire, les autres ont la leur.

Qu'est-ce qui arriverait si nous attendions que nos partenaires soient bien avancés dans leur procédure?

Nos adversaires nous reprocheraient de ne pas leur donner le temps d'examiner le texte et d'en débattre, ou nous accuseraient d'attendre que les Américains agissent pour bouger.

Au Canada, l'Accord suscite beaucoup d'intérêt. C'est pourquoi notre gouvernement a vigoureusement appuyé les audiences que les représentants de tous les partis ont tenues sur l'ALENA dans neuf villes de toutes les régions canadiennes depuis quatre mois. Il est maintenant temps d'amorcer le débat sur le texte même du projet de loi.